

Réforme de l'Etat belge

Résumé de la situation avec ChatGPT

Une éventuelle septième réforme de l'État est replacée au centre du débat politique par le Premier ministre Bart De Wever (NVA),

<https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2026/09/20/pourquoi-bart-de-wever-agite-le-spectre-dune-nouvelle-reforme-de-letat-QGVKJ5XGEBDU5GRSVNLGK5TGSA/>

qui estime que le nouveau tour d'assainissement budgétaire fédéral sera le dernier possible sans une refonte institutionnelle en profondeur. Bart De Wever : *"Encore une ronde d'assainissement, et puis ce sera fini"*, la 7^e réforme de l'État en ligne de mire.

Le contexte en 2026

- **Urgence budgétaire** : Le gouvernement fédéral cherche à réaliser un effort de 10 milliards d'euros pour redresser les finances publiques [Pourquoi Bart De Wever agite le spectre d'une nouvelle ...](#).
- **Constat d'ingouvernabilité** : Pour Bart De Wever, le niveau fédéral supporte seul les grands postes lourds (pensions, santé, défense, dette) tout en alimentant les entités fédérées via la loi spéciale de financement [Bart De Wever, "Encore une ronde d'assainissement, et puis ...](#).
- **Travaux en coulisses** : Une cellule restreinte au sein du cabinet du Premier ministre planche déjà sur des scénarios juridiques en vue d'une plus grande autonomie fiscale et d'une responsabilisation accrue des Régions et Communautés.

Les résistances politiques

- **Priorité au budget** : Les partenaires de la majorité fédérale (notamment les libéraux et centristes francophones) estiment qu'une telle réforme n'est pas la priorité absolue face aux urgences socio-économiques et budgétaires immédiates [Jean-Luc Crucke : « Une nouvelle réforme de l'Etat ? Nous n ...](#).
- **Oppositions** : L'idée d'une énième recentration des compétences ou d'un transfert massif suscite de vives critiques, l'opposition y voyant l'aveu d'un projet confédéral masqué.